

INTRODUCTION

Pour la première fois en Belgique, le 25 mai 2014, tous les citoyens et toutes les citoyennes seront appelés à voter pour les élections régionales, fédérales et européennes. Ces élections sont cruciales pour l'avenir de la Belgique. Elles détermineront comment nous souhaitons sortir des différentes crises que traversent notre pays et l'Union européenne : crise économique, financière, institutionnelle et écologique.

Cette campagne **« ne votez pas contre vous »** tente de réconcilier les citoyens et les citoyennes avec les enjeux liés à la politique, au vote et à la gauche. Elle cherche à déconstruire les préjugés et à mettre en garde le citoyen à ne pas voter pour des projets qui lui sont défavorables.

Cette campagne s'adresse à toute personne inquiète pour son avenir, aux primo-votants, aux désintéressés, aux désespérés, à ceux qui n'y comprennent rien ou ne veulent rien comprendre, mais aussi bien évidemment aux intéressés.

**LA POLITIQUE S'OCCUPE
DE TOI !**

La politique, ça ne sert à rien !
La politique ça ne changera rien !
La politique, ça ne me concerne pas !
Rien à foutre de la politique !

La politique structure et organise le fonctionnement de la société, du vivre ensemble, de la collectivité, des citoyens et citoyennes.

- Etre obligé d'aller à l'école jusqu'à 16 ans, c'est un choix politique !
- Interdire le vol, le meurtre, c'est un choix politique !
- Faire payer peu (ou trop) d'impôts, c'est un choix politique !
- Rembourser (ou pas) des frais médicaux, c'est un choix politique !
- Les mesures d'austérité qui nous sont imposées comme solution à la crise, c'est un choix politique !

La politique est partout !



Tous pourris !

Le politique est un homme ou une femme comme les autres, **il n'est pas parfait**. Il peut commettre des actes illégaux, en lien avec son mandat ou pas. Des exemples, largement relayés voire amplifiés par les médias, rendent compte de ces comportements. De là à penser qu'ils sont tous corrompus ou pourris, c'est oublier tous les autres élus. Ceux qui exercent leurs fonctions dans le respect de la loi, ce ne sont hélas pas toujours les plus visibles !

N'oublions pas qu'au total ils sont 537 députés et sénateurs, 19 membres du gouvernement belge, 8 au gouvernement wallon et 7 au gouvernement de la fédération Wallonie-Bruxelles à travailler pour nous. **Qui peut honnêtement et objectivement dire qu'ils sont tous pourris ?** Au contraire, ceux qui ont commis des actes illégaux ne représentent qu'une très petite minorité.



Les politiques gagnent beaucoup trop !

La rémunération des mandataires politiques est prévue par la loi. Le niveau de la rémunération **vis**e à compenser les impacts négatifs qui peuvent se faire sentir sur la suite de leur carrière professionnelle après leur mandat politique et à garantir leur indépendance politique. Il est également fixé en **fonction du niveau de pouvoir** et des responsabilités. Les ministres, les députés, les bourgmestres, les échevins et les conseillers communaux n'ont pas le même salaire car ils n'ont pas les mêmes fonctions.

Si on compare avec le salaire minimum (1503 € brut par mois) ou les allocations sociales, alors le salaire de nos élus paraît bien élevé. Par contre, si on compare avec un chef d'entreprise ou des directeurs de société, c'est moins flagrant. Tout dépend donc de l'échelle dans laquelle on se place. Il est difficile de juger objectivement si le salaire de nos représentants et nos gouvernants est trop élevé. Cependant, on peut se poser une autre question : **est-ce normal qu'un chef d'entreprise gagne plus qu'un chef d'Etat ?**



Et le cumul des mandats alors ? C'est quoi ?

La tendance actuelle en matière de cumul des mandats est à une plus stricte limitation. Récemment, plusieurs propositions de loi ont été déposées et certaines sont devenues des **lois ou des décrets** qui entreront prochainement en application.

Parmi ces nouvelles règles, citons le quota limitant à 25% des membres de chaque groupe politique autorisés à cumuler un mandat de membre du Parlement wallon (député) avec un mandat au sein d'un collège communal (bourgmestre, échevin ou président de CPAS).

C'est déjà une grande avancée.

Concernant le nombre de mandats rémunérés par mandataires dans les conseils d'administration des différentes structures étatiques et paraétatiques, à nous d'exiger **plus de visibilité** (liste de leurs mandats, connaître leurs jours de présence, ...).

Ce n'est pas nous qui décidons, ils font comme ils ont envie !

Un élu semble pouvoir faire ce qu'il décide ? C'est à cause du mandat représentatif qui donne une certaine **indépendance** à l'élu vis-à-vis de ses électeurs. En effet, un élu n'est pas juridiquement lié aux promesses qu'il a faites durant les élections. De plus, il est irrévocable — ce qui veut dire qu'on ne peut pas le virer — et ce durant toute la législature.

Pourtant, la liberté des élus n'est pas totale. C'est nous qui les avons choisis, ces hommes et ces femmes politiques. A chaque élection, nous avons le **pouvoir de sanctionner** ceux qui nous déçoivent et de voter à nouveau pour ceux qui ont été efficaces et honnêtes. Bien que ce pouvoir puisse paraître dérisoire, il reste très conséquent car si une chose est importante pour les politiques, c'est bien leur réélection.

Et puis, n'oublions pas qu'il y a d'autres moyens de les **interpeler** : **moyens directs**, comme aller à leur rencontre lors de leurs permanences sociales, lors des conférences et des débats. **Moyens indirects**, comme lors des manifestations, des pétitions, etc. Ou encore en s'investissant dans un parti politique, ou en créant de nouvelles associations, maisons de quartiers, associations de jeunes, etc.



Les politiques n'ont plus de pouvoir ! Aujourd'hui, c'est le pouvoir économique qui décide.

Le pouvoir économique n'est pas une entité en soi. Il est composé d'hommes qui parfois payent des fortunes pour faire passer leurs idées (austérité, baisse des salaires, ...) via les lobbys, la publicité, les médias... Leur force est telle qu'aujourd'hui leurs idées sont prises pour des vérités et appliquées par les hommes et les femmes politiques. Mais **tout ce qui a été fait par l'homme peut être défait par l'homme !** Dans toute l'Histoire, on trouve des hommes et des femmes qui se sont battus avec succès pour renverser les régimes, les systèmes ou les lois injustes ! Un système économique peut donc également être changé s'il ne convient pas au plus grand nombre.

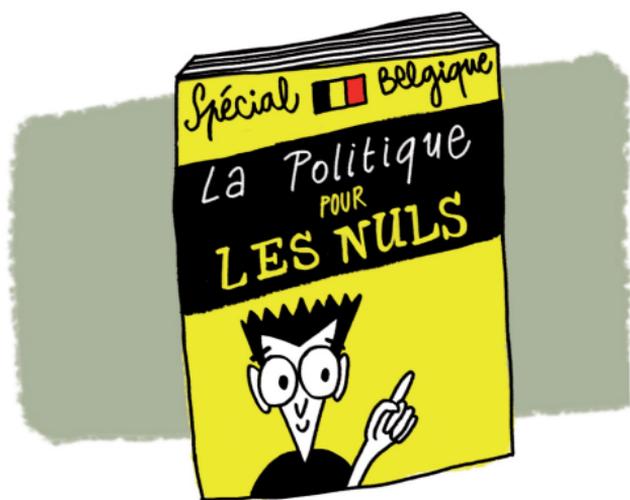
Exemple : le plafonnement des salaires des patrons du secteur public, les 813 millions d'euros de recettes supplémentaires émanant de la régulation fiscale,...



C'est trop compliqué ! Je n'y comprends rien !

Capitalisme financier, crise des subprimes, déficit budgétaire, règle d'or, compétitivité, inflation, budget de l'Etat, ... Autant de sujets rébarbatifs présentés par des « experts » dans des langages d'initiés.

On éloigne les citoyens des enjeux qui les concernent directement ! Pourtant, de nombreuses associations d'éducation permanente et de syndicats expliquent ces sujets de manière simple et pédagogique, notamment sur leurs sites internet, dans leurs brochures et documentations ou sur les réseaux sociaux. Ils démontrent à quel point nous sommes toutes et tous concernés par les débats d'experts. Soyons curieux, **approprions-nous ce qu'on tente de nous présenter comme étant hors de portée !**



AXLJe

LE VOTE, CA TE CHANGE

TOI !

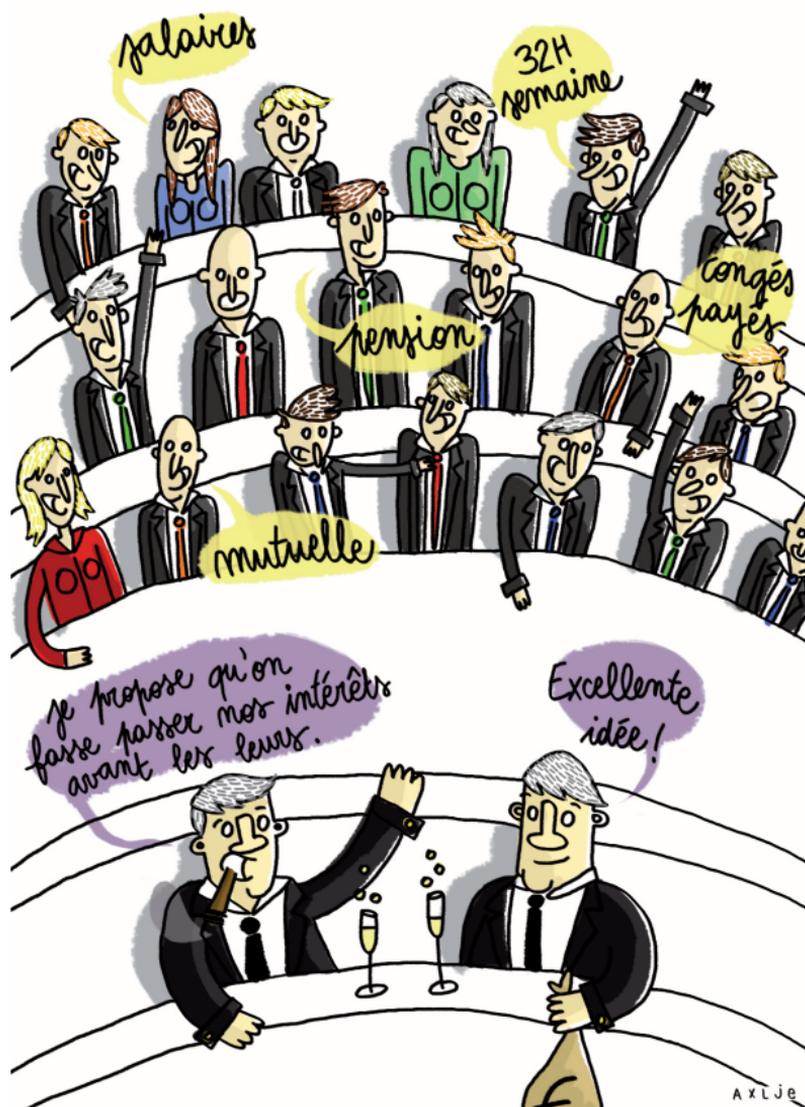
Voter, ça ne change rien !

Si cette image est implantée en nous et ressort comme une vérité indéniable, l'histoire montre au contraire que le **vote est d'une importance capitale** et reste surtout le principal outil permettant les changements.

Dès le 1er scrutin universel tempéré par le vote plural, en 1894, de nombreux changements ont bouleversé notre quotidien. 1894 : première loi sur les mutualités, sur les pensions de vieillesse, sur la protection de la rémunération, sur le repos le dimanche, etc.

La loi des huit heures (48h/sem) est votée en 1921 suite aux élections de 1919 et à l'extension du suffrage à tout citoyen masculin de plus de 21 ans. Un changement extraordinaire pour celles et ceux qui travaillaient 7 jours sur 7, entre 12 et 14h par jour.

Le vote, c'est une question de convictions personnelles. **C'est choisir un projet de société.** C'est placer sa confiance dans des élus qui la porteront. Ensuite, c'est espérer voir son choix partagé par suffisamment de personnes pour être répercuté dans des décisions politiques qui changeront notre quotidien. **Parce que le vote, ça change tout !**



Voter, c'est con !

Vous aussi, au moment de voter, face à la multitude de messages électoraux qui envahissent votre boîte aux lettres et les espaces publics, vous avez la sensation de vous retrouver devant le rayon «shampoings» de votre supermarché. Vous votez alors comme vous choisissez votre shampoing : parce que le produit a l'air sympa, qu'il est bien présenté, parce qu'on vous l'a conseillé, parce que vous avez vu la pub à la télé ou en rue, parce que vos parents achetaient une telle marque de shampoings plutôt qu'une autre, etc.

Néanmoins, vous pouvez aussi choisir d'agir avec critique et discernement et faire un **vote « actif »**. C'est-à-dire regarder l'emballage du shampoing, lire le contenu de la notice, voir si ça correspond à vos espoirs et vos envies. Autrement dit, vous pouvez vous renseigner et vous informer sur le programme défendu par les candidats aux élections.

Exercer son droit à la participation démocratique prend donc du temps et nécessite une véritable réflexion. Mais ça en vaut la peine puisque **c'est de notre avenir dont il est question !**

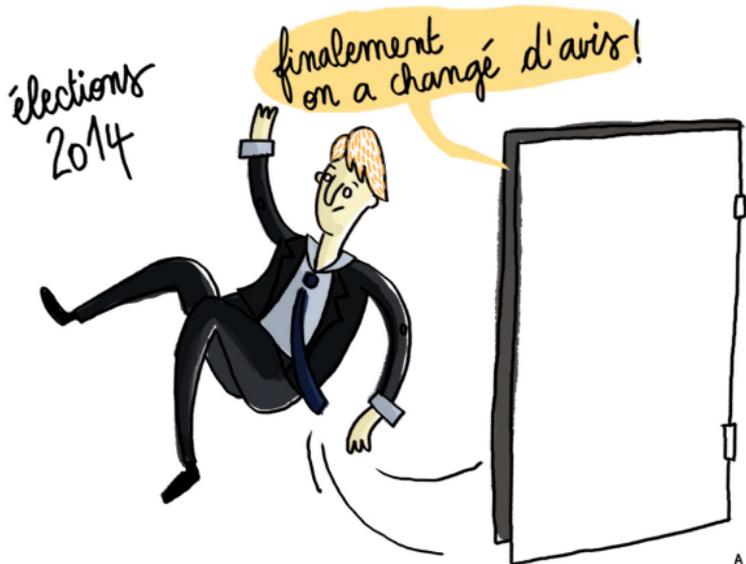
Ils ne vont pas tenir leurs promesses, ils auront tout oublié une fois qu'ils seront élus ; ça ne sert à rien du tout de voter

Confieriez-vous la construction ou la rénovation de votre maison à un entrepreneur sans venir suivre l'avancement des travaux ?

Votre rôle de citoyen ne s'arrête pas au jour des élections. Au contraire, veiller à vos intérêts en **restant actif politiquement** est essentiel si vous souhaitez voir les promesses devenir réalité.

Etre vigilant et impliqué dans la vie politique de votre ville, région et pays est la seule solution pour constater le respect des engagements qui vous ont poussés à voter pour ceux ou celles qui vous représentent. Si certains de ces engagements n'ont pas été respectés, il est important d'en connaître la raison.

Et n'oubliez pas : **vous pouvez au final décider de la réélection ou non de vos élus**. Sans vous, ils ne seraient pas là !



AXLJe

**C'est pas moi, un électeur, qui vais changer quoi que ce soit... Cette année, je vais faire entendre ma voix, en ne la donnant pas !
De toute façon, ce n'est pas une voix qui fera la différence ! Je n'irai pas voter.**

Laisseriez-vous quelqu'un choisir ce que vous devez manger et boire à votre place ? Laisseriez-vous les autres décider de ce dont vous avez besoin pour être bien ?

Dans notre pays, nous avons la chance de pouvoir choisir entre différents partis. Ils défendent tous des priorités et des **valeurs différentes**.

En votant pour un parti, vous soulignez les valeurs qui sont importantes pour vous. **Voter, c'est exprimer votre avis sur la société dans laquelle vous voulez vivre.**

Si vous n'exprimez pas votre avis, les autres décideront pour vous ! Ce qui ne veut pas dire qu'ils décideront en votre faveur !

Ne pas exprimer votre suffrage équivaut à **offrir votre voix aux gagnants**. Par conséquent, se taire, c'est donner raison au vainqueur. Est-ce réellement conforme à ce que vous pensez ?

Pour rappel, le **vote est obligatoire**. Il est le résultat d'un combat social et vise à garantir la démocratie et la liberté d'expression.

C'est quand même toujours les mêmes qui sont au pouvoir.

Si beaucoup pensent de la sorte, c'est qu'en Belgique notre système électoral est fondé sur un **mode de scrutin proportionnel qui favorise la création de coalitions**. Qu'est-ce que ça veut dire ? Afin de représenter un maximum de personnes d'opinions et de valeurs différentes, nous avons facilité l'émergence de plusieurs partis, même moins représentatifs, au sein de nos parlements. Par conséquent, pour avoir une majorité et voter des lois, former un gouvernement, **les partis sont obligés de faire des coalitions**, de créer des alliances. C'est pourquoi, on a souvent l'impression que des personnes que nous n'avons pas élues gouvernent ou encore que ce sont toujours les mêmes partis au pouvoir. Cependant, votre vote est bien pris en compte et vos élus se battent pour faire respecter vos opinions dans un système complexe de partis.

Exemple : actuellement, le gouvernement fédéral dirigé par Elio Di Rupo est une coalition composée du PS, du SP.A, du CD&V, du CdH, du MR et de l'Open VLD. Elle comptabilise 93 sièges sur 150 (62% des élus) à la Chambre des représentants.

Voter en Belgique, c'est inutile, c'est à l'Europe que tout se décide !

Non, tout ne se décide pas à l'Union européenne. Il ne faut jamais perdre de vue que la Belgique doit toujours donner son aval pour qu'une norme européenne ait des effets sur le territoire belge. Ensuite, même si énormément de directives européennes se répercutent sur notre vie quotidienne, il ne faut jamais oublier que l'Union européenne est aux mains de trois institutions dans lesquelles nous avons toujours une place pour nous faire entendre.

Voter en Belgique et aux élections européennes est plus que primordial ! Car l'Union européenne, c'est essentiellement :

La Commission européenne : elle est composée de commissaires issus de **chaque pays membre** ainsi que d'un Président nommé par le Conseil européen à la majorité qualifiée pour un mandat de cinq ans. Cette nomination doit être ensuite approuvée par un vote du Parlement européen.

Le Conseil de l'Union européenne (conseil des ministres) : il représente les **intérêts des Etats membres** et dispose du pouvoir législatif et budgétaire avec le parlement. C'est l'institution décisionnelle principale. Il est composé des ministres des Etats-membres en fonction des matières à l'agenda.

Le Parlement européen : il représente **le peuple** et dispose du pouvoir législatif, du pouvoir budgétaire et d'un pouvoir de contrôle politique sur les institutions européennes. C'est le seul organe de l'Union européenne qui est démocratiquement élu. C'est pour ce même parlement que nous serons appelés à élire **nos députés** européens le 25 mai prochain.



AXLJē

**LA GAUCHE, C'EST POUR
NOUS !**

A gauche, ce sont les champions et les championnes du clientélisme !

Il est facile de penser qu'un politicien peut engager son beau-frère, demander à son meilleur ami entrepreneur de rénover un bâtiment, donner à sa belle-mère un logement social,...

En réalité, l'attribution de marchés, de logements sociaux, l'appel d'offres sont soumis à des réglementations strictes et extrêmement contrôlées. Si certains arrivent néanmoins à contourner ces règles, ils sont rapidement rattrapés par la justice. Une fois reconnus coupables, ils peuvent même être interdits d'exercer leur fonction politique. D'autre part, si un homme ou une femme politique commet des actes illégaux ou dérangeants, il ne tient qu'à vous de ne plus voter pour lui ou pour elle.

Exemple : en Belgique, environ 12 000 personnes sont détenues dans nos prisons, sur une population de 11 millions d'habitants. Ce qui fait environ une personne sur 1000. A l'image de notre société, il existe une infime partie de politiques délictueux sur l'ensemble de ceux et celles qui travaillent pour nous.

Les partis de gauche vident les caisses de l'Etat. Ils nous endettent et dépensent trop !

Chaque citoyen ou citoyenne dispose de **droits fondamentaux** : accès aux soins de santé, à l'enseignement, aux transports, au logement, à l'énergie et à l'eau potable, à la sécurité, à la justice, etc. La gauche fait tout pour que ces droits soient respectés et accessibles même aux plus démunis au travers de **services publics financés** par l'impôt et donc par chaque citoyen mais en fonction de ses moyens.

De plus en plus souvent, on essaye de nous convaincre que ces services coûtent trop chers, qu'ils sont peu efficaces et qu'il serait préférable de les confier à des entreprises privées.

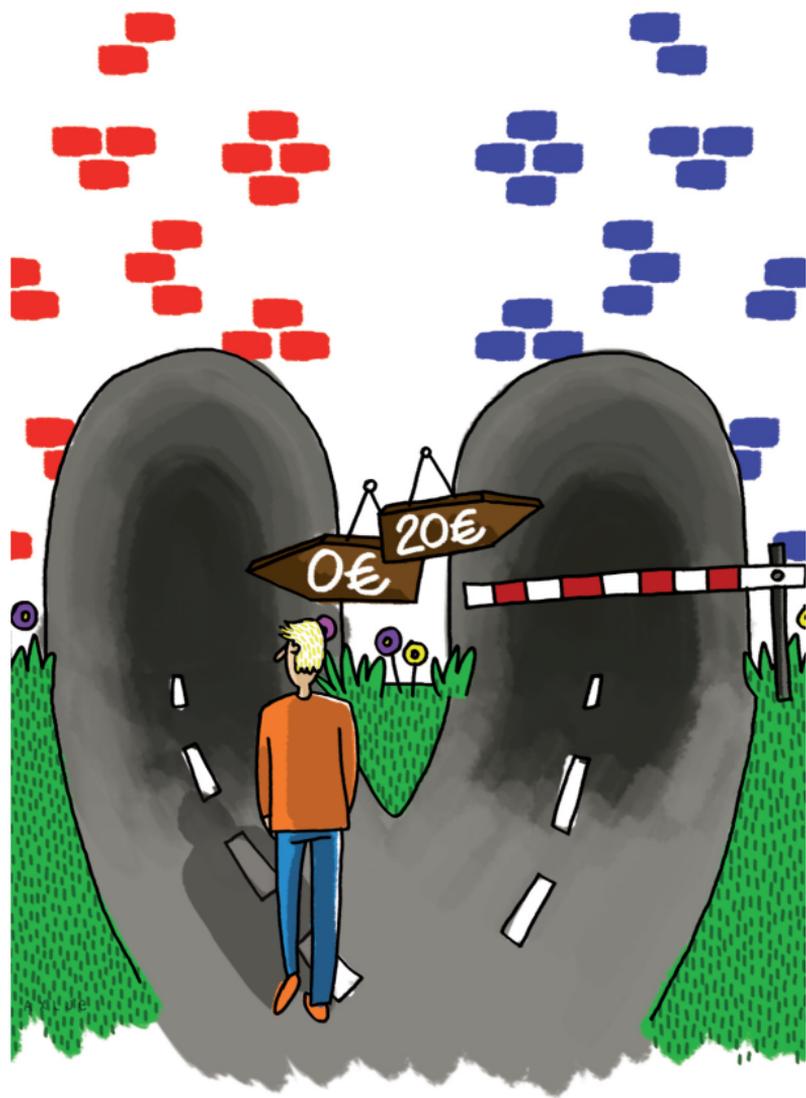
Pourtant, si certains services étaient entièrement gérés par le privé, seul **le profit serait recherché**.

Exemple : un trajet en bus coûterait 15 euros (au prix coûtant) et encore, si le bus passe par chez vous. Parce que s'il n'y a pas assez de passagers, ils décideront que la ligne n'est pas rentable et la supprimeront !

Exemple : une année scolaire en maternelle coûterait 3500 euros (prix sans les interventions actuelles de l'Etat) !

Exemple : traverser le tunnel de Cointe coûterait 20 euros (en France, emprunter le tunnel du Mont Blanc coûte 39 euros !).

En bref, si l'Etat diminue ses dépenses, voire privatise certains services, on doit s'attendre à une diminution des services fournis à la population. Dans un tel contexte, **les inégalités s'accroîtront**. Inévitablement.



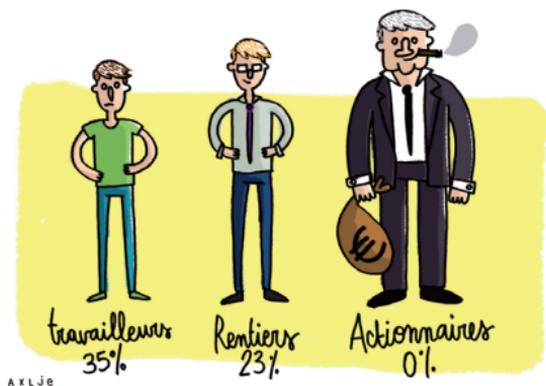
Avec la gauche, on est sûr d'être toujours plus taxé !

Actuellement notre loi fiscale ne frappe pas tout le monde de la même manière.

Si un travailleur gagne 40 000 euros, il paiera 14 000 (35%) euros d'impôt ;
Si un rentier perçoit 40 000 euros, il paiera 9 200 (23%) euros d'impôt ;
Si un actionnaire vend pour 40 000 euros d'actions, il ne paiera pas d'impôt (0%).

L'impôt est nécessaire pour financer les services publics (l'enseignement, la justice, les transports, ...) et les rendre accessibles à tous. Il est cependant injuste de constater que la majorité des impôts sont payés par les travailleurs (80% des recettes fiscales).

La gauche défend la diminution des impôts pour les bas et moyens revenus, ce qui représente la majorité des personnes, et souhaite augmenter l'impôt des plus riches, ce qui représente une infime partie de la population (moins de 10%).



Dans une société de gauche, il n'y a plus que des assistés.

En Wallonie pour **1 offre d'emploi**, il y a environ **30 demandeurs d'emploi**. C'est un fait incontestable. Diminuer ou supprimer les allocations de chômage ou éjecter les étrangers n'y changera rien. Au contraire, les demandeurs d'emploi se verront contraints de prendre n'importe quel emploi, à n'importe quelles conditions. Autant dire que ce sera un moyen idéal pour l'employeur de faire pression sur tous les travailleurs !



Voter à droite ou voter à gauche, quelle différence ?

Justement, ça fait toute la différence. La gauche défend un projet de société basé sur la **justice sociale et l'équité**. Autrement dit, la gauche soutient un projet basé sur la **solidarité, préoccupé par le bien-être collectif et individuel**. Par contre, la droite défend un projet de société basé sur la compétition et l'individualisme, où le libéralisme et le capitalisme sont les valeurs suprêmes.

Dans un pays gouverné par la droite et par la mentalité capitaliste et libérale, les citoyens payent toujours plus pour les services actuellement octroyés à prix réduit.

Dans ce pays, les riches paient toujours moins d'impôts, aucune loi n'existe contre les paradis fiscaux, les parachutes dorés ou l'évasion fiscale. La protection sociale disparaît pour laisser place à des assurances et mutualités privées (assurances pension, assurances santé, etc.). Les services publics devenus privés sont plus chers pour le citoyen et de moins bonne qualité pour ceux qui n'ont pas les moyens.

Exemple : En Belgique, le coût de l'inscription dans une université belge s'élève plus ou moins à 800€ voire moins de la moitié au taux intermédiaire et s'avère gratuit si on est boursier grâce à l'intervention du service public. Sans cette intervention de l'État, l'inscription coûterait 10 000€. Par contre, aux États-Unis, qui ont un système beaucoup plus libéral, le coût de l'inscription s'élève à plus de 5000€ et nous ne parlons même pas ici des universités privées de grande renommée comme Harvard où l'inscription s'élève entre 18 000\$ et 30 000\$.

CONCLUSION

Après ce petit tour des préjugés les plus communs, on conclut sans difficulté qu'il est plus facile de juger que de donner des réponses à une situation qui est en **réalité toujours plus complexe** que ce qu'on imagine. D'où l'importance, sans se décourager, de faire un effort de critique et de jugement objectif avant de tirer des conclusions hâtives sur notre quotidien. Sinon, les fausses idées se répandront et de mauvaises solutions seront envisagées pour répondre à nos problèmes.

Le contrôle politique est possible si l'on s'informe. C'est le meilleur moyen de se rendre maître et maîtresse de la société dans laquelle on vit. Ne prenons pas de raccourcis ! Allons chercher la réponse à la source des problèmes avec **esprit critique et analyse** des projets proposés par les partis politiques.

Depuis 150 ans, la gauche se bat pour les droits des plus faibles et pour plus de justice sociale. Ce combat a permis que nous vivions aujourd'hui dans **une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire** que jamais, même si tout est loin d'être parfait. Le combat de la gauche recherche des acquis collectifs, c'est-à-dire qui bénéficient à tous. La droite privilégie les acquis individuels soit pour ceux qui peuvent se les procurer.

Ce combat est évolutif dans le fond et dans la forme. En effet, le réel est complexe et les rapports de force évoluent dans la société, obligeant les partis de gauche à s'adapter à ces évolutions. Parfois, comme dans les années 40, 50 et 60, les conditions historiques, économiques et sociales permettent la radicalité et une opposition forte entraînant des avancées importantes.

CONCLUSION

A d'autres époques, et face à une adversité plus grande, il faut se **serrer les coudes à gauche** (malgré des divergences) et veiller à ne pas se laisser battre par une « droite décomplexée ».

Il nous semble qu'en 2014, nous sommes dans ce genre de période: crise économique et financière énorme, mondialisation créant une nouvelle répartition de la production sur la planète, individualisation grandissante, pollution, tensions « orient-occident », surpopulation et progrès scientifiques modifiant notre rapport au réel, et, pour les belges, le dossier communautaire.

Certes, chacun décide de **son vote en toute indépendance**. Mais il faut mesurer que notre mode de scrutin proportionnel impose toujours la mise en place d'une coalition de plusieurs partis pour diriger le pays ou la Région wallonne. Pour participer à ces coalitions, un parti doit avoir beaucoup de voix et surtout suffisamment de voix. Et pour cela, **« chaque voix compte »**, comme on dit.

Dès lors, si l'on souhaite que la gauche soit toujours en mesure de peser sur la réalité en participant aux coalitions à venir, il faudra une représentation parlementaire ambitieuse et significative.

Votons ! Et dorénavant, nous voterons « pour nous » et plus « contre nous ».

S'INFORMER POUR EN SAVOIR PLUS!

FGTB

www.fgtb-liege.be
www.fgtb-wallonne.be
www.fgtb.be

Économique

www.atterres.org
www.alternatives-economiques.fr
www.achact.be

Actualités et informations

rue89.nouvelobs.com
www.acrimed.org
www.mediapart.fr
france.attac.org
cadtm.org
www.monde-diplomatique.fr
www.kairospresse.be
www.politis.fr
www.iewonline.be
www.imagine-magazine.com
www.bastamag.net
www.europe-solidaire.org

Alternatives

www.bonnes-nouvelles.be
www.rooseveltbe.org
www.no-transat.be
www.auditchitoyen.be

TABLE DES MATIERES

Introduction

1. La politique s'occupe de toi !	2
1.1 La politique, ça ne sert à rien, ça ne me concerne pas !	3
1.2 Tous pourris !	4
1.3 Les politiques gagnent trop !	5
1.4 Et le cumul des mandats alors ?	6
1.5 Les politiques font comme ils ont envie !	7
1.6 Les politiques n'ont plus de pouvoir !	9
1.7 C'est trop compliqué ! Je n'y comprends rien !	10
2. Le vote, ça te change toi !	11
2.1 Voter, ça ne change rien !	12
2.2 Voter, c'est con !	14
2.3 Les politiques ne tiennent pas leurs promesses !	15
2.4 Ce n'est pas une voix qui va faire la différence !	17
2.5 C'est toujours les mêmes qui sont au pouvoir !	18
2.6 Voter en Belgique, c'est inutile, c'est l'Europe qui décide !	19
3. La gauche, c'est pour nous !	21
3.1 A gauche, ce sont les champions du clientélisme !	22
3.2 Les partis de gauches vident les caisses de l'Etat !	23
3.3 Avec la gauche, on est sûr d'être toujours plus taxé !	25
3.4 Dans une société de gauche, il n'y a plus que des assistés !	26
3.5 Voter à droite ou à gauche, quelle différence ?	27
Conclusion	28
S'informer, c'est important !	30

La Fédération Générale du Travail de Belgique est un syndicat de travailleurs se regroupant pour défendre leurs droits. Pour atteindre ses objectifs, il se fonde sur les valeurs socialistes mais il est indépendant des partis politiques. Il défend les intérêts de ses membres par tous les moyens d'action possibles en vue de rendre la société plus juste sur les plans politique, économique et social.

La FGTB assure la défense des intérêts des travailleurs par tous les moyens légaux possibles, dans les secteurs industriels, économiques, administratifs et sociaux. Elle représente également le point de vue des demandeurs d'emploi, les intérêts des femmes, des pensionnés et prépensionnés. Elle défend les exclus, les droits des plus démunis, les travailleurs migrants.

La FGTB compte 1,5 millions de membres en Belgique. Elle est présente via ses délégués dans les services publics et dans les entreprises privées.

La Démocratie est une des valeurs centrales des combats que nous menons. Elle est également à la base de notre fonctionnement. L'élection est à la base de toute la construction de notre syndicat. Du délégué en entreprise jusqu'aux plus hauts responsables, chacun est élu et responsable devant ses affiliés-électeurs. Les élections sociales désignent les représentants délégués syndicaux. Les congrès désignent les responsables syndicaux. Entre deux élections, des assemblées débattent des orientations portées par les représentants élus. Les débats et consultations entre la base et les représentants sont réguliers.

Notre attachement à ces valeurs démocratiques nous a convaincu de lancer cette campagne afin de rappeler l'importance du vote dans une société où chacun a le droit et le devoir de participer à la prise de décision.